

VLADIMIR  
FÉDOROVSKI

*Le Roman de la  
Perestroïka*

À la cour des tsars rouges

éditions du  
**ROCHER**



*Le roman des lieux et destins magiques*

LE ROMAN  
DE LA *PERESTROÏKA*

# OUVRAGES DU MÊME AUTEUR :

## AUX ÉDITIONS DU ROCHER

- 2 *Roman des tsars*, 2013.
- 1 *Magie de Saint-Pétersbourg*, 2012.
- Islamisme va-t-il gagner ?*, *Le Roman du Siècle vert*, en coll. avec Alexandre Adler, 2012.
- 2 *Roman du Siècle rouge*, en coll. avec Alexandre Adler, 2012.
- 2 *Roman de Raspoutine*, 2011; Grand Prix Palatine du roman historique 2012.
- 2 *Roman de l'espionnage*, 2011.
- 2 *Roman de Tolstoï*, 2010.
- 25 *Romans de la Russie éternelle*, 2010.
- 2 *Roman de l'âme slave*, 2009.
- 2 *Fantôme de Staline*, 2007 ; prix du Droit de Mémoire.
- 2 *Roman de l'Orient-Express*, 2006 ; prix André-Castelot.
- 2 *Roman de la Russie insolite*, 2004.
- Biaghilev et Monaco*, 2004.
- 2 *Roman du Kremlin*, Le Rocher/Mémorial de Caen, 2004; prix Louis-Pauwels, prix du Meilleur Document de l'année.
- 2 *Roman de Saint-Pétersbourg*, 2003 ; Prix de l'Europe.
- 1 *Histoire secrète des Ballets russes*, 2002; prix des Écrivains francophones.
- 25 *Tsarines*, 2002.

## CHEZ D'AUTRES ÉDITEURS

- Napoléon et Alexandre*, Alphée, 2010.
- 25 *Amours de la Grande Catherine*, Alphée/Jean-Paul Bertrand, 2009.
- Regards sur la France*, ouvrage collectif sous la direction de K. E. Bitar et R. Fadel, Seuil, 2007.
- Paris-Saint-Pétersbourg : une grande histoire d'amour*, Presses de la Renaissance, 2005.
- 25 *Deux Sœurs*, Lattès, 2004; prix des Romancières.
- 1 *Guerre froide*, Mémorial de Caen, 2002.
- 1 *Fin de l'URSS*, Mémorial de Caen, 2002.
- De Raspoutine à Poutine, les hommes de l'ombre*, Perrin/Mémorial de Caen, 2001 ; prix d'Étretat.
- 2 *Retour de la Russie*, en coll. avec Michel Gurfinkiel, Odile Jacob, 2001.
- 2 *Triangle russe*, Plon, 1999.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

# RAÏSSA, ENTRE TOURMENTS ET BONHEURS

**A** lors que les quatre précédents chefs du Kremlin traînaient dans leur sillage une sorte de mémère muette, sans âge ni formes, Mikhaïl Gorbatchev pouvait s'enorgueillir d'une épouse encore jeune d'allure et d'esprit, bien faite, aux pommettes asiatiques et aux prunelles vives, dont la présence flatteuse à ses côtés se remarquait. Le mariage d'amour qui avait été le leur semblait même défier le temps : après plusieurs décennies de vie commune, Gorbatchev paraissait toujours autant épris de Raïssa<sup>1</sup>.

Leur idylle vit le jour à Moscou, au début des années 1950. Le jeune homme avait bénéficié d'un quota en faveur des activistes agricoles, catégorie sociale à laquelle appartenaient désormais ses parents, pour intégrer l'université d'État de la capitale, établissement prestigieux entre tous, où les deux tiers des étudiants étaient traditionnellement recrutés au sein de la haute nomenklatura. Il y étudiait le droit et Raïssa, la philosophie.

Il eût été difficile de concevoir des caractères plus opposés. Mikhaïl, avec son sourire facile et ses gestes spontanés de Méridional, rêvait passionnément d'amour, mais rougissait en entendant les conversations libertines que tenaient ses camarades d'université. Raïssa, qui avait grandi en Sibérie où son père travaillait comme cheminot, faisait preuve quant à elle d'un tempérament plus réservé, plus convenu.

Au club des étudiants, il avait aussitôt remarqué cette frêle jeune fille soigneusement mise. Il n'était pas parvenu alors à

détourner son regard des gouttes de neige fondue qui luisaient sur ses longs cils. Plus tard, tandis qu'elle consultait à la bibliothèque un ouvrage traitant de l'histoire de la philosophie, qu'elle avait posé sur ses genoux, il avait admiré sa nuque fine, offerte jusqu'à la courbe naissante des épaules.

Belle, intelligente et cultivée sous ses airs d'enfant boudeuse, Raïssa n'avait pour autant rien d'un bas-bleu, mais elle ne se privait pas de donner des avis tranchants comme l'acier sur tous les sujets. Elle était très populaire parmi les étudiants, et Mikhaïl avait dû se frayer tant bien que mal un chemin au milieu de ses soupirants, afin d'approcher sa Cendrillon moscovite.

Ce fut un vrai coup de foudre : « Dès que j'ai vu cette petite, je n'ai connu que tourments et bonheurs », avoua-t-il ultérieurement.

Ils se retrouvaient souvent au club des étudiants ou dans le foyer. Elle portait comme une dame une blouse colorée et de modestes souliers, mais le galbe du genou et du mollet trahissait encore en elle la jeune fille. Il l'observait en secret lorsqu'elle renversait sa tête ronde et menue, attachant son regard sur la pointe de ses seins, qui s'imprimait sous le tissu fin de son corsage. Devant la froideur apparente de Raïssa, il ne pouvait évidemment poser la main sur son genou ni passer le bras sur son épaule, moins encore baiser ses lèvres entrouvertes.

Feignant d'être indifférente à la cour assidue de son chevalier servant, d'emblée, elle mena le jeu. Rien d'étonnant si leurs relations ne tardèrent pas à traverser une crise. C'était au plus fort de l'hiver, une neige fine comme du sucre glace couvrait la boue gelée des trottoirs. Tandis que Raïssa et Mikhaïl cheminaient en direction du foyer de l'université, la jeune fille, maussade, se contentait de répondre par monosyllabes. Puis elle décréta d'un ton autoritaire :

« Nous devons cesser de nous voir. J'ai beaucoup souffert d'une rupture avec un homme. Il vaut mieux rompre avant qu'il ne soit trop tard. »

Mikhaïl crut défaillir. Depuis qu'il l'avait rencontrée, il ne pouvait plus concevoir sa vie sans elle. Il continua à marcher sans mot dire.

« Nous ne devons plus nous voir, répéta-t-elle sèchement.

– J'attendrai », se contenta-t-il de répondre, se gardant bien de laisser paraître son trouble.

Il ne dormit guère la nuit suivante, retournant sans cesse dans sa tête la scène qu'il venait de vivre.

Le lendemain, une violente tempête de neige s'abattit sur la capitale. À travers les fenêtres, les maisons apparaissaient bleutées. Une force irrésistible poussa le jeune homme à se rendre au lieu habituel de leurs rendez-vous, un square qui faisait face à l'université. Paralysé par un profond désarroi, il ne vit pas tout de suite Raïssa, fine et élancée, les mains plongées dans les poches de son manteau, qui fixait sur lui un regard résolu.

Ils ne devaient plus se quitter.

Flânant sur les boulevards moscovites, ils se confièrent leurs pensées les plus intimes et parlèrent de tout : de leur enfance, de leurs premiers émois, du dernier livre qu'ils avaient lu ou de la pièce qu'ils avaient vue – mais pratiquement jamais de politique. Sous le règne de Staline, la plus élémentaire prudence commandait en effet le silence sur ce sujet, un Soviétique sur cinq travaillant pour la police secrète. Leur conversation portait souvent, en revanche, sur la littérature française : ils évoquaient volontiers Maupassant et Flaubert comme s'ils avaient été leurs contemporains, et affichaient une préférence marquée pour Balzac.

Dans la société soviétique d'alors, les couples non mariés

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Pompidou, récemment ouvert. Les Gorbatchev passèrent ensuite deux semaines à Cannes et profitèrent de cette halte dans le Midi pour découvrir la région méditerranéenne.

Mais déjà, les communistes français avaient pu relever une certaine originalité dans les propos de ce singulier apparatchik. Devant le panorama de la capitale, qu'il contemplait depuis l'esplanade du Trocadéro, le futur président de l'URSS avait en effet lâché à Pierre Juquin, un jeune membre du bureau politique du PCF, qui leur servait de guide, cette petite phrase sibylline :

« Vous avez bien raison de ne pas vouloir faire comme nous... »

---

1. Organisation soviétique de la jeunesse communiste.

2. Ce dernier point se révéla tout à fait inhabituel, car le Kremlin n'aimait pas à confier des positions aussi cruciales à des enfants du pays, qui auraient pu être tentés de faire passer les intérêts de leurs administrés avant ceux du régime.

3. Leurs accompagnateurs du Parti communiste français (PCF) les emmenèrent un jour dans un cinéma pornographique : le couple, furieux ou indigné, sortit au bout de deux minutes.

# ANDROPOV OU LE PARRAIN POLITIQUE

Ce fut au cours des années 1970 que Gorbatchev se lia avec Iouri Andropov. En charge du KGB depuis 1967, ce dernier soignait ses reins déjà fragiles dans une station thermale nichée sur les flancs du Caucase<sup>1</sup>. Leur premier contact remontait au mois d'avril 1969. Que le responsable régional du parti rende visite à un personnage de cette importance et veille à son confort, cela tombait sous le sens. Mais Andropov, de son côté, était peut-être uniquement venu dans l'intention de mieux connaître ce jeune secrétaire qui jouissait d'une si belle réputation d'intégrité et d'efficacité...

Les deux hommes dînaient souvent sous la véranda, d'un potage glacé, d'un poisson de rivière, et se découvraient, au fil de leurs conversations, de nombreux points communs. Andropov passait pour avoir lui aussi des origines helléniques. Il était de plus, comme Gorbatchev, natif de la région : fils d'un employé des chemins de fer, il était né et avait grandi non loin de Stavropol<sup>2</sup>, bien avant de devenir la figure phare des services secrets soviétiques.

Absorbé par ses petits plaisirs, préoccupé par les intrigues qui se tissaient continuellement autour de lui, Brejnev avait laissé aux mains de ce haut fonctionnaire hors pair une police politique désorganisée par les remous de l'ère poststalinienne et souvent mise en échec par le contre-espionnage occidental. Rapidement, Andropov en fit un instrument efficace et redouté, ce qui lui assura d'apparaître comme l'un des hommes les plus puissants du Kremlin, lui qui avait jusqu'alors été tenu à l'écart de certains rouages du pouvoir central, tels que le secrétariat du

parti ou le bureau politique.

Paradoxalement, Iouri Andropov était aussi parvenu à incarner l'espoir des modernistes, sinon des libéraux, en tout cas de ceux qui voulaient croire à une évolution progressive du régime.

Cette réputation tenait en premier lieu à son attitude personnelle. Peut-être parce qu'il avait longtemps été chargé des relations avec l'étranger et qu'il avait su faire valoir à maintes reprises ses qualités de diplomate avant de devenir un professionnel du renseignement, Andropov se permettait d'afficher son enthousiasme – plutôt incongru dans le contexte de l'époque – à l'égard de la culture anglo-saxonne : il lisait ou incitait les gens qu'il côtoyait à lire des ouvrages, des périodiques américains et britanniques, écoutait du jazz et ne buvait en société que du whisky.

Lorsque je fis mes études à l'Institut des relations internationales<sup>3</sup>, j'eus l'occasion de fréquenter l'un de ses fils, Igor. Né en 1945, ce dernier avait été éduqué aux États-Unis et autorisé à y séjourner longuement. Il y écrivit d'ailleurs une thèse sur le mouvement ouvrier local. Était-ce pour Andropov l'expression la plus achevée de sa conscience professionnelle (il est du devoir de tout espion que de connaître intimement ses adversaires), pur machiavélisme ou non-conformisme réel ?

La réponse pourrait se résumer à ce fameux « demi-sourire » par lequel il parvenait à mettre en confiance ses interlocuteurs tout en éludant leurs éventuelles questions. Tous ceux qui l'ont approché ont évoqué son ton courtois quoique ambigu et cette expression indéchiffrable, qui finissait toujours par susciter une sorte de malaise. Quand j'eus le loisir de l'observer, je constatai que ses yeux changeaient souvent de couleur, laissant parfois apparaître, derrière les verres de ses lunettes bordées de noir, un

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

d'État » qu'Oustinov, le ministre de la Défense et homme fort du complexe militaro-industriel, n'entendait pas partager ou –plus vraisemblablement –qu'il ne maîtrisait pas lui-même !

Les comptes-rendus officiels étaient par ailleurs noyés dans une véritable « langue de bois », idiome de cour du communisme auquel, comme les autres, se devait de recourir Gorbatchev. En 1979, il annota ainsi un projet de discours que le secrétariat de Brejnev fit circuler pour « approbation » :

Avec son talent caractéristique pour la profondeur, la largeur de vues et l'appréhension concrète des problèmes, Leonid Ilitch [Brejnev] examine un grand nombre de questions actuelles liées à l'essor économique et social du pays. Mettant l'accent sur les principes, dans un esprit léniniste, il considère les méthodes et le style de travail des cadres du parti et des fonctionnaires de l'État, le développement de leur esprit d'initiative et le rehaussement de leur sens des responsabilités.

Mais la dure réalité soviétique était très éloignée de ces louanges stéréotypées. Un personnage tout à fait symbolique quoique oublié de nos jours, le général et ministre de l'Intérieur Nicolas Chtchiolokov, pourrait à ce titre parfaitement incarner le système en place<sup>3</sup> et la pire corruption qu'ait connue la Russie avec, entre autres scandales, celui du coton<sup>4</sup>.

Reste que, sans égaler la popularité de Staline, Brejnev jouit à présent en Russie d'une cote supérieure à celle de Khrouchtchev, de Gorbatchev et, de très loin, d'Eltsine. Sous sa présidence, malgré les affaires de dissidents et de goulag (dont la dureté était somme toute maîtrisée), la vie commença véritablement à reprendre. Les propos de mon ami le pianiste Mikhaïl Rudy, pourtant l'un des premiers artistes insoumis au

régime à avoir été condamnés, illustrent bien cela :

« Mes amis français prétendent que sous Brejnev la culture n'existait pas, alors qu'elle était de loin plus intéressante et plus riche que celle de la France aujourd'hui ! »

Et c'est un fait incontestable : les concerts, la littérature, les discussions, le cinéma, ont marqué toute cette époque.

Les velléités de réformes de Brejnev, pourtant homme de compromis, furent annihilées en 1968 par le Printemps de Prague. Le système clanique relativement complexe qu'il avait institué laissait chaque boyard disposer de son fief. Cela permettait au chef du Kremlin de se maintenir au pouvoir, tout en accordant aux républiques des possibilités d'action en matière économique. Mais cette liberté toute relative eut rapidement des effets pervers. Tirant à la fois parti des « biens du peuple » et de la main-d'œuvre rétribuée par l'État, une économie souterraine se mit insidieusement en place, qui fournit bientôt dans les grandes villes la moitié de la production. Le terreau de ce « marché noir », incroyablement fertile, favorisa ainsi, dans la seconde partie du règne de Brejnev<sup>5</sup>, la production en chaîne des premiers millionnaires rouges. Autant de phénomènes auxquels allait aussi, à sa suite, se trouver confronté Andropov.

Tout commença avec des ouvriers qualifiés débrouillards, qui n'admettaient plus guère que des montagnes de résidus de textiles, de cuirs et de métaux encore exploitables finissent à la décharge. Soucieux de nourrir décentement leurs familles, ils conçurent, en marge de leur activité journalière, un certain nombre de projets visant à réutiliser clandestinement ces matériaux au sein même des usines, en achetant des complicités. Celle du directeur, bien entendu, lui-même couvert par le parapluie hiérarchique du parti de la ville, de la région, et ainsi

de suite, tous très généreusement arrosés. Sans oublier les gradés des commissariats, les miliciens, le procureur, le directeur du magasin qui revendait cette production fantôme, et les fonctionnaires des organismes de contrôle, frappés de cécité devant les comptoirs remplis d'articles « non reconnus » qui n'étaient enregistrés nulle part et que personne, officiellement, ne manufacturait.

Très vite, cette « initiative novatrice<sup>6</sup> » inspira les dirigeants d'entreprise. Des ateliers semi-clandestins<sup>7</sup> se montèrent un peu partout. Liés par de tacites connivences, les responsables attestaient par écrit que telle quantité de matière première avait été endommagée ou égarée durant le transport. Pour que cette industrie souterraine demeure prospère, il leur fallait l'alimenter régulièrement en matériaux, ce qui requérait de s'assurer les bonnes grâces, de plus en plus onéreuses, du pouvoir. Ainsi fleurirent, dans le secteur de la production officielle, les bilans truqués, qui permettaient aux fraudeurs d'empocher des primes et de se voir indûment attribuer promotions et décorations en tout genre. Enfin, le règne des imposteurs s'étendit rapidement à l'échelon supérieur, c'est-à-dire aux apparatchiks du parti-État, qui, entrevoyant avec cynisme un présent et un avenir radieux<sup>8</sup>, commencèrent de s'enrichir sur le dos de la population.

C'était compter toutefois sans le monde du crime, lequel ne tarda pas à s'agiter, contestant vigoureusement toute forme de jugement et d'incarcération au regard du luxe dans lequel se complaisaient les dignitaires qui dupaient et volaient l'État. Bientôt, les apparatchiks se virent obligés de payer un lourd tribut au sommet de la pyramide mafieuse, afin d'assurer leur sécurité, mais également à la base pour qu'on leur laisse, ainsi qu'à leurs proches, la vie sauve. Acculés, vaincus, ils finirent par pactiser avec la pègre, acceptant notamment de protéger les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

d'une zone à l'autre au sein même des bâtiments était supervisée par un officier des gardes-frontières. Ce dernier en référait au service de contre-espionnage qui dépendait de la première direction principale du KGB, l'organe de dépistage et d'élimination des transfuges et des saboteurs.

À l'intérieur de ce polygone quasi carcéral, la vie quotidienne soviétique avait été reconstituée comme en URSS : files d'attente devant les magasins, achats octroyés en fonction du grade du diplomate, festivités patriotiques, intrigues et jalousies dont notre couple ne tarda d'ailleurs pas à faire l'objet.

Cette quarantaine, toutefois, ne pouvait être totale, surtout pour l'attaché culturel que j'étais. En poste à Paris, au cœur de l'Occident, je ne me privais pas d'y flâner, sans trop m'inquiéter des agents du KGB chargés de me filer. La belle vie, pour ainsi dire !

Je sortais en compagnie des personnalités les plus en vue des arts et des lettres, telles que Dalí, Chagall ou Aragon, dans les lieux mythiques de la capitale. Et je ne considérais Paris et la France que pour mieux tenter de comprendre la Russie que j'avais laissée derrière moi et vers laquelle j'allais devoir, un jour ou l'autre, m'en retourner. Je me croyais jusque-là lucide sur la situation de mon pays, mais je découvrais avec autant de stupeur que de consternation que j'avais péché par excès de confiance et d'optimisme. L'URSS de Brejnev n'avait pas dix ans de retard sur l'Europe occidentale, comme j'avais pu l'estimer à distance, ni même vingt, mais bien cinquante ou soixante !

Au tout début de l'année 1982, un ami me joignit pour me signifier que le fils d'un des conseillers de Brejnev était en passe de me remplacer. En réalité, ma vie trop active commençait

à déranger le KGB...

Pourtant, par mesure de précaution, nous n'évoquions jamais à l'ambassade ni même à couvert, dans notre voiture, les choses importantes, au cas où nous aurions été placés sous surveillance. Nous vivions d'ailleurs de plus en plus à double échelle : pour nous, comme nous le voulions ; pour eux, tel qu'ils l'exigeaient de nous. Plus nos yeux se dessillaient sur le monde, plus nous nous sentions honteux de ce qui se passait en URSS. Nous nous disions que cela ne pouvait plus durer. Mais cela perdurait tout de même...

Nous ne pouvions rien faire de plus que tenter de nous préserver, afin d'être en mesure d'agir le moment venu. Si nous avions décidé de rester en Occident, nos familles respectives, elles, demeurées à Moscou à titre d'otages, risquaient gros : l'emprisonnement, sinon la perte de leur emploi, c'est-à-dire de leurs seules ressources.

On ne saurait cependant couper brutalement le cordon ombilical avec le système dans lequel on a toujours vécu : on ne se révolte pas du jour au lendemain, il s'agit bien au contraire d'une affaire de mois, d'années, d'allers nombreux et de retours multiples. Puis un jour, on bascule de l'autre côté. On cesse de se soumettre. Cela semble soudain naturel, comme si se comporter autrement paraissait inconcevable. Ce n'est pas une question de courage, plutôt une évidence, un glissement inéluctable.

3.

La brèche ouverte

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Ainsi la vision de la « vérité historique », indéfendable pour les tenants de la ligne dure, fut-elle placée d'emblée au centre des débats au sommet du Kremlin.

---

1. L'Imemo.

# LE TEMPS DES MANŒUVRES

De fait, les dés n'étaient pas encore jetés. La situation à Moscou se révélait compliquée.

Certes, l'homme fort du moment, l'ancien chef du KGB Andropov, voulait voir lui succéder son « filleul »<sup>1</sup>, mais à sa mort, au début de l'année 1984, les vieux bonzes du Kremlin préférèrent à Gorbatchev le sénile brejnévien Konstantin Tchernenko. Une fois de plus, le pays allait être gouverné par un secrétaire général âgé et à la santé défaillante.

La faiblesse du nouveau secrétaire général attisa la lutte au sommet de l'État, et celle-ci devint très vite impitoyable. Elle opposa d'abord les deux plus jeunes membres du politburo, Gorbatchev et son principal rival, Grigori Romanov, mais vit aussi s'affronter la vieille garde partisane de Brejnev et la nouvelle génération, entrée au bureau politique sous le court règne d'Andropov.

Dans un tel contexte, mieux valait choisir ses appuis avec circonspection. Gorbatchev ne s'y trompa guère. Il l'emporta grâce au soutien d'une alliance insolite entre le KGB, l'armée et... l'intelligentsia. Les deux premiers lui semblaient acquis : il était suffisamment en relation avec la police politique grâce à Andropov, et avec l'armée par l'intermédiaire de son allié le maréchal Oustinov, l'homme fort du complexe militaroindustriel. Yakovlev, de son côté, lui procura une ouverture inespérée dans les cercles de l'intelligentsia moscovite<sup>2</sup> combattant le journal de la jeunesse communiste *la Jeune Garde*, qui empruntait à Staline ses rengaines patriotiques.

« Le diable boiteux » fit aussi valoir auprès de son protecteur son art de l'intrigue, qu'il avait cultivé alors qu'il était en fonctions au comité central, son expérience diplomatique et sa connaissance approfondie des États-Unis, qu'il tenait de son séjour à l'université de Columbia à la fin des années 1950. À travers la presse et la télévision américaines, la nouvelle éminence grise du Kremlin avait compris toute l'importance des médias dans la manipulation politique. Aussi ajouta-t-il cette dimension incontournable au monde byzantin de Moscou.

Le réseau de Yakovlev se révéla très efficace à la veille de l'élection de Gorbatchev au poste de secrétaire général du PCUS, en mars 1985. Quelles furent les étapes de ce modelage de l'opinion publique ? Je me souviens de la manière dont les partisans officieux des réformateurs transmettaient divers on-dit aux diplomates occidentaux, lesquels, à leur tour, les répercutaient à la presse internationale. Ces « informations » revenaient ensuite en URSS par l'intermédiaire des radios et des journaux étrangers. Ce fut le cas des rumeurs dépeignant Romanov comme un homme qui abusait de ses prérogatives et brutalisait ses collaborateurs à Leningrad. Une autre anecdote, qui visait avant tout à mettre en exergue son nom, homonyme de celui des tsars de Russie, décrivait ses frasques au musée de l'Ermitage, à l'occasion du repas de noce de sa fille. L'accent avait été mis sur le fait que l'ineestimable service en porcelaine de Sèvres de la Grande Catherine avait été utilisé pour la circonstance et que plusieurs pièces en avaient été brisées par des invités ivres morts, après les agapes. Ce parallèle implicite avec les fastes impériaux acheva de discréditer Romanov, qui passait déjà pour décadent et dont on prétendait qu'il avait été hospitalisé « pour alcoolisme ».

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

et la nature formaient-elles la colonne vertébrale de la nouvelle pensée politique, marquant, par un idéalisme consciemment affiché, une rupture complète avec le réalisme des hommes d'État au temps de la guerre froide.

Mais Gorbatchev, à défaut de pouvoir s'appuyer sur la classe moyenne des petits propriétaires, comme l'avaient fait certains pays européens au XIX<sup>e</sup> siècle, à l'aube du capitalisme, n'avait eu d'autre alternative que de proposer une construction cérébrale sophistiquée qui mettait en exergue la lutte opposant « les forces du progrès aux conservateurs ». Et cette combinaison, en prétendant faire oublier les gigantesques problèmes nationaux, sociaux et économiques auxquels était confrontée l'URSS, occultait, il est vrai, les clivages de la société soviétique.

Afin d'initier son projet de réformes, le secrétaire général lança dès 1986 un appel à l'intelligentsia, amorçant ainsi sa politique de *glasnost* (transparence). Les intellectuels, se réclamant de la morale qui prévalait avant la Révolution, mirent de nouveau l'accent sur leur responsabilité éthique. Le pouvoir consentit alors à reconnaître la légitimité des dissidents : Andreï Sakharov fut autorisé à quitter son exil de Gorki; on libéra des camps et des hôpitaux psychiatriques les prisonniers politiques; Alexandre Soljenitsyne fut réhabilité et publié; les émigrés reçurent l'autorisation de rentrer en URSS.

Puis Yakovlev suggéra de renouer avec le pape. Il était persuadé qu'il fallait trouver un terrain d'entente renouvelé avec le Saint-Siège, « sur la base de valeurs universelles ». Ce fut en ce sens que Gorbatchev proclama que les valeurs universelles de l'humanité étaient supérieures à celles de la lutte des classes. Et de fait, Jean-Paul II joua un rôle considérable dans l'évolution de la pensée gorbatchévienne, en particulier en Pologne.

Cependant, lorsque je demandai à Yakovlev si Gorbatchev

avait sincèrement défendu ces idées, il me répondit d'une manière tout à fait inattendue :

« Gorbatchev mentait et le vieux Reagan le croyait. Gorbatchev mystifiait et Mitterrand, le plus malin de tous, le croyait également. Mais il mystifiait si bien qu'il a fini par se croire lui-même ! »

---

1. Yakovlev, qui avait été l'un des principaux gestionnaires des manœuvres politico-médiatiques de la guerre froide, était persuadé de pouvoir les retourner au service de la décommunisation.

2. Ainsi l'ancien vice-président du KGB, Filip Bobkov, autrefois chargé de la lutte contre les dissidents, affirma-t-il que l'institution était la seule à être « à l'origine de la *perestroïka* ». Et Vladimir Krioutchkov, son ancien président, qui allait être l'instigateur du putsch de 1991, d'appuyer ses dires : « Les organes de sécurité de l'État furent les premiers. » Bien avant 1985, ce dernier avait d'ailleurs lancé une formule qui n'avait pas tardé à devenir un lieu commun : « On ne peut plus vivre ainsi ! »

3. Cités d'après l'allocution qu'elle prononça au Forum du futur, le 29 mars 2000.

4. Entretien avec l'auteur en date du 6 novembre 1999.

5. Cité d'après Alexandre Yakovlev, *Gorkaïa Tchacha*, Iaroslavl, 1994.

# MON ROMAN DE LA *PERESTROÏKA*

**L**es premiers mois de gouvernance de Gorbatchev furent marqués par un formidable enthousiasme qui gagna rapidement tout le pays. Le message que le secrétaire général avait envoyé initialement s'inscrivait dans la droite ligne d'Andropov : accélérer les réformes et limoger les corrompus. Les choses se passèrent donc au début merveilleusement bien. Puis la situation se corsa sensiblement...

Et dans le même temps, ma carrière diplomatique changea du tout au tout.

Je tiens à préciser que, contrairement à ce qu'affirme encore souvent la presse occidentale, je n'ai à aucun moment été le porteparole ou le conseiller de Gorbatchev, pas plus que je n'ai joué ces mêmes rôles auprès de Boris Eltsine. À vrai dire, je n'ai jamais accepté les volte-face du premier ni les évidentes « insuffisances » de la personnalité du second. Ce qui n'enlève rien à leur importance historique : tous deux, incontestablement, ont assuré la sortie du régime totalitaire sans effusion de sang.

Durant toutes ces années en revanche, avant de devenir, au commencement de 1991, le porte-parole d'un des premiers partis démocratiques du pays, le Mouvement des réformes démocratiques, je suis resté proche de Yakovlev. En mars 1985, juste après la prise de pouvoir de Gorbatchev, Alexandre me proposa de retourner en France en qualité de conseiller à l'ambassade, chargé de promouvoir la *perestroïka* en Occident. Comme ancien chef de cabinet du vice-ministre des Affaires étrangères Petrovski et en étroites relations avec Yakovlev, j'étais doublement couvert pour mener à bien cette mission.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Mikhaïl Gorbatchev rendit compte avec lucidité de la situation à la télévision :

C'est la première fois que l'on se heurte réellement à cette force redoutable qu'est une énergie nucléaire ayant échappé à tout contrôle. [...] L'accident de Tchernobyl a mis en évidence, une fois de plus, le gouffre qui s'ouvrirait si la guerre nucléaire s'abattait sur l'humanité. [...] Le gouvernement a décidé de proroger son moratoire unilatéral sur les essais nucléaires jusqu'au 6 août prochain, anniversaire du bombardement atomique de la ville japonaise d'Hiroshima.

Certes, le chef du Kremlin avait saisi l'opportunité de mettre en parallèle cet événement tragique avec les campagnes que l'URSS menait depuis trois ans contre le redressement militaire américain (notamment la « guerre des étoiles » lancée par Reagan), ou même avec des initiatives plus récentes en faveur d'une reprise des négociations sur la réduction des armements stratégiques. Mais jamais le régime n'avait jusqu'alors procédé à un tel désaveu: depuis 1949, l'atome apparaissait au contraire comme le suprême garant de la modernité de l'État, le ressort de ses ambitions géopolitiques<sup>2</sup>. Or cette fois, tout avait été divulgué, et de surcroît par le secrétaire général du parti !

« C'était l'exact équivalent, me dit plus tard Yakovlev, du bombardement atomique américain sur Hiroshima et Nagasaki : un événement apocalyptique en face duquel les vieilles formules n'avaient plus de sens et qui autorisait enfin tous les basculements. D'autant que cette catastrophe-là, nous nous l'étions infligée à nous-mêmes... »

Du jour au lendemain, Gorbatchev fut alors en mesure

d'affirmer devant le pays tout entier ce qu'il n'avait jusque-là laissé entendre qu'aux seules élites : le système était au bord de l'asphyxie. Un seul mot d'ordre finit par s'imposer : *perestroïka*, « restructuration ».

Les purges s'accéléchèrent, mais dans le même temps, l'héritage d'Andropov s'estompa quelque peu.

Si la libération, en février 1986, du militant juif Anatoli Chtcharanski, après huit ans et onze mois de goulag, s'était encore opérée sous le couvert d'un échange d'espions à Berlin-Est, le retour à Moscou du prix Nobel de physique et défenseur des droits de l'homme Andreï Sakharov, qui venait de passer plus de six ans assigné à résidence dans la ville de Gorki, revêtit, en décembre de la même année, un caractère hautement symbolique : le temps des répressions était bien révolu.

Désormais, une liberté d'expression sans rivages était de mise, y compris à la télévision. Elle s'étendit bientôt aux questions religieuses et philosophiques, mais aussi à des sujets beaucoup plus sensibles, comme la révision de l'historiographie officielle, le réexamen de la terreur stalinienne ou la défense des cultures nationales.

En 1987, les premières entreprises privées furent mises en place « à titre expérimental » et les changements démocratiques, parmi lesquels la généralisation des candidatures multiples aux postes électifs, apparurent dans l'air du temps.

Encoulisse cependant, les échanges de vues entre Gorbatchev et Yakovlev s'assombrissaient dangereusement. Leurs conversations s'envenimèrent graduellement, pour aboutir à des positions antagonistes sur les questions essentielles. Gorbatchev envisageait toujours d'instaurer un nouveau système inspiré des méthodes des réformateurs tchèques du Printemps de Prague, tandis que Yakovlev, du moins à partir de 1987, était

persuadé que le totalitarisme soviétique était irréformable, qu'il n'y avait guère d'autre alternative que de le réduire à néant.

Le chef du Kremlin s'efforçait pour l'heure de jouer sur tous les tableaux, veillant d'un côté à incarner le symbole de la réforme et se posant, de l'autre, en leader de la nomenklatura. Il espérait en réalité, par ce mélange des genres, parvenir à contrôler, sinon à manipuler, les représentants des deux tendances inconciliables de son entourage. Ce fut dans cet esprit qu'il organisa dans le courant de l'année 1987 plusieurs rencontres entre son conseiller principal Yakovlev et le patron du KGB Tchebrikov, afin que les deux hommes puissent s'entretenir d'une manière « informelle ». Au cours d'un de ces tête-à-tête, Tchebrikov en vint d'ailleurs à dévoiler quelques détails croustillants relatifs à la collaboration des dissidents soviétiques avec ses services secrets. Il entendait sans doute ainsi fragiliser les relations d'Alexandre, qui commençait à soutenir un Boris Eltsine devenu le leader de l'opposition démocratique, avec la police politique.

Mais les événements prirent une tout autre tournure. Tchebrikov, malade, fut contraint de prendre sa retraite. Ce fut alors que Yakovlev commit une erreur capitale (qu'il reconnut, du reste, ultérieurement) en proposant la candidature de Vladimir Krioutchkov au poste de président du KGB.

Loin d'être un idéologue de premier plan, cet ancien patron des renseignements extérieurs soviétiques devait sa carrière à Iouri Andropov. Apparatchik plutôt terne mais travailleur, il avait su séduire les réformateurs par ses prises de position inattendues en faveur de la social-démocratie.

Krioutchkov avait été marqué par les événements de 1956 à Budapest, cependant que, à l'instigation d'Andropov alors ambassadeur en Hongrie, l'Union soviétique avait utilisé la manière forte pour écraser les velléités d'indépendance de la

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

en silence, stupéfaits, des dizaines de milliers d'écrans où se déroulait, jour après jour, une sorte de délivrance : la fin d'un siècle de mensonge.

Au début de l'été, Gorbatchev reprit brièvement espoir. La Chine de Deng Xiaoping, dont il avait toujours envié le succès, avait frôlé la guerre civile : en regard des événements dramatiques qui s'y étaient produits –la Commune étudiante à Pékin, la répression militaire, les unités rivales de l'armée qui s'étaient pourchassées sans oser s'affronter, la révocation du chef du parti, Zhao Ziyang –, l'URSS apparaissait comme un pays assagi, prêt à rejoindre l'« Occident civilisé ».

Mais l'embellie fut aussi courte qu'illusoire. Le 11 juillet, douze mille mineurs de l'Oural débrayèrent. Leurs revendications étaient simples : des logements, de la viande et 800 grammes de savon par mois au lieu des 400 ordinairement alloués. « Tout à fait légitime », écrivit la presse officielle. Un mineur soviétique gagnait alors 400 roubles par an : trois fois le salaire moyen. C'était là son seul privilège. Ses conditions de travail étaient épouvantables : 50 % de l'extraction dans le Donbass, le plus vieux des bassins, se faisaient encore à la pioche; par tonne de charbon extraite, on comptait dix-huit fois plus d'accidents mortels qu'aux États-Unis. L'espérance de vie moyenne, dans cette catégorie de la population, n'était que de quarante-sept ans et seuls 5 % des mineurs atteignaient cinquante-cinq ans, l'âge de la retraite.

Le mouvement s'étendit rapidement : à la mi-août, on dénombrait déjà deux cent mille grévistes à travers tout le pays. La production charbonnière de l'URSS chuta de 70 %, ce qui eut pour conséquence de réduire de près de 40 % la fourniture d'énergie nationale. Pour tenter de calmer le jeu, Gorbatchev ordonna l'augmentation des rations de sucre et de lessive, et la

distribution d'automobiles japonaises à quelques centaines d'irréductibles. L'extraction ne reprit cependant que partiellement : arguant du fait que 98 % des bénéficiaires des houillères étaient engloutis, sans plus d'explication que de contrôle, par le seul ministère du Charbon, les « gueules » réclamaient désormais l'autogestion et l'autonomie comptable. Le secrétaire général accepta de débattre ces questions, mais il s'accorda une année de délai. Il espérait, dans l'intervalle, pouvoir remettre en cause l'administration des communistes de la ligne dure qui dirigeaient le parti en Sibérie, et consolider ainsi son pouvoir. C'était compter sans l'industrie du pétrole qui bientôt s'immobilisa également, contraignant l'industrie lourde à entrer en chômage technique, faute d'énergie disponible. Les livraisons d'hydrocarbures en Europe de l'Est s'espacèrent ou s'interrompirent, sans conséquences dramatiques toutefois, ces pays ayant au moins la ressource de se tourner vers l'Occident.

Mais en Union soviétique, la situation était critique. Sans charbon ni pétrole, pas de chauffage; et sans chauffage, c'était la mort assurée. Les rumeurs de coup d'État s'amplifièrent et le modèle de la Chine, de contre-exemple renforçant l'urgence d'une ouverture à la libéralisation, se mua en précédent d'un éventuel redressement. Restait à savoir si Gorbatchev, confronté à un tel scénario, se positionnerait comme Deng ou comme Zhao, en d'autres termes s'il serait le maître d'œuvre ou la victime d'un Comité de salut public.

Dans la bataille, les réformateurs avaient paru sortir vainqueurs d'une tentative de déstabilisation lancée par le chef de file des conservateurs, Ligatchev<sup>1</sup>. Contrairement à ses pratiques usuelles, le KGB n'avait pas jugé opportun de prévenir Gorbatchev qu'une telle offensive se préparait. Cela éveilla la méfiance de Yakovlev qui incita les médias amis à critiquer les

actions du KGB. L'institution devint alors la cible d'attaques extrêmement virulentes dans la presse, et l'ancien responsable du contre-espionnage soviétique, le général Kalouguine<sup>2</sup>, passé à l'opposition, demanda publiquement à plusieurs reprises la démission du chef de la police politique.

Cette période fut également marquée par un phénomène qui allait se révéler déterminant pour l'avenir du pays. La plupart des membres de l'ancienne nomenklatura, plus préoccupés de préserver leur statut et leurs privilèges que de la manière dont allait évoluer le système, exploitèrent la confusion qui régnait à tous les niveaux de l'État pour s'enrichir comme jamais<sup>3</sup> : au cours des deux dernières années où Gorbatchev fut en fonctions, 110 milliards de dollars sortirent ainsi d'URSS au grand jour<sup>4</sup>. Ce fut de ce moment précis que data leur alliance avec le pouvoir. Dès lors qu'ils lâchaient les structures de l'État, il ne restait plus qu'à officialiser les faits, ce qui rendait possible le passage à une autre politique en écartant le spectre de la guerre civile ou même d'une troisième guerre mondiale...

Le KGB, de son côté, prépara sa riposte en créant un « département analytique » placé sous la direction du général Leonov. Officiellement, il s'agissait de moderniser les services de renseignements. En réalité, cet organe allait devenir une véritable machine de guerre braquée contre l'opposition démocratique. Une arme aussi, pointée sur les dirigeants russes pro-Eltsine, et un instrument dont l'objectif premier serait de discréditer le principal détracteur de l'institution, Alexandre Yakovlev.

Le département analytique fut donc tout spécialement chargé de propager de fausses informations, en particulier sur les activités de Yakovlev au sein du mouvement démocratique. Mais le chef du KGB donna également ordre aux sections

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

politique suggéra soudain de placer sur écoute le numéro deux du pays, ajoutant qu'il pourrait aussi faire surveiller les activités de Yakovlev par ses agents. D'après les mémoires de Krioutchkov, Gorbatchev, nerveux, marchait de long en large dans la pièce. Fidèle à sa manie de louvoyer, il proposa :

« Écoute, Vladimir [comme à son habitude, il tutoyait ses collaborateurs qui, eux, le vouvoyaient], pourquoi ne vas-tu pas parler en tête à tête avec Alexandre ? »

Yakovlev, il est vrai, n'avait guère le profil d'un espion. C'était un intellectuel, un idéaliste, un penseur, pas un agent.

Pour cette fois, le chef du KGB n'avait pas obtenu gain de cause, et il s'en retourna, dépité, se remémorant les avertissements de son prédécesseur... Désormais, sa rupture avec le maître du Kremlin était consommée.

Il s'employa dès cet instant à organiser une nouvelle opération d'intoxication, qu'il prépara minutieusement (elle parvint d'ailleurs à fléchir l'attitude de Gorbatchev). Ce fut ainsi qu'en 1990, à l'occasion de la fête du 1<sup>er</sup> Mai, le président nouvellement élu par le Congrès des députés du peuple<sup>2</sup> fut hué par la foule massée sur la place Rouge, au point qu'il dut quitter la tribune.

Le lendemain, le bruit courut que ces opposants s'apprêtaient à lancer six cents des leurs à l'assaut du Kremlin. Il s'agissait d'une fausse information, montée par le KGB et destinée à déstabiliser Gorbatchev. Abreuvé de ce genre de rumeurs, Mikhaïl se trouvait toujours davantage coupé de la réalité. La peur le hantait, comme elle avait jadis habité les grands tsars mythiques de la Russie éternelle. Ses appréhensions confinaient même parfois au grotesque; il pensait par exemple que la résidence présidentielle allait être prise d'assaut par les

militants démocrates, ou encore qu'on allait enlever ses petites-filles.

Paradoxalement pourtant, il ne sut pas percevoir le changement d'attitude du KGB.

---

1. Son prédécesseur lui avait pourtant conseillé de ne pas s'y brûler les doigts, précisant à cet égard :« Yakovlev et Gorbatchev, c'est la même chose.»

2. Le 14 mars 1990, Gorbatchev avait été élu président de l'URSS au suffrage indirect, pour un mandat de cinq ans. Il n'a jamais osé se présenter devant le suffrage universel.

# LE MYSTÈRE RAÏSSA

**I**l y avait, dans l'homme privé Gorbatchev, deux dépendances fort étranges, irrationnelles, qui semblaient sans cesse rejaillir sur l'homme public, par ailleurs si rationnel : l'une envers ses origines, l'autre à l'égard de son épouse, Raïssa.

Rien de plus naturel ni de plus digne d'éloges que d'aimer sa famille, sa patrie, sa femme. Mais dans son cas, ce double amour se muait en nostalgie lancinante, en idée fixe. Comme s'il cherchait à retrouver ou plutôt à atteindre enfin un paradis fusionnel constamment menacé.

Jamais, en URSS, une épouse de dirigeant suprême ne fut aussi brutalement impliquée dans les vicissitudes du pouvoir. Les complots et les tentatives de putsch n'avaient pourtant pas manqué depuis la révolution d'Octobre, mais les femmes en avaient jusqu'alors été préservées. La devise des membres du politburo vis-à-vis de leurs épouses était d'ailleurs :

« Moins tu en sauras, mieux cela vaudra... »

Raïssa Gorbatchev, au contraire, fut toujours étroitement associée à la carrière de son mari; et en concédant ainsi à son épouse cette place prédominante, le dernier président soviétique remit à l'honneur la tradition du XVIII<sup>e</sup> siècle qui avait vu en Russie se succéder cinq impératrices. La prétention de la première dame à être informée des affaires de l'État lui valut au demeurant de farouches inimitiés, au point que les ultras du parti orchestrèrent contre elle une véritable campagne de dénigrement. Boris Eltsine finit aussi par réprover, en 1987, l'activisme incessant de Raïssa. La population supportait

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Après l'effondrement de l'empire est-européen, quand Gorbatchev eut le sentiment que la politique préconisée par Yakovlev ne mènerait qu'à une impasse, ce fut sur les conseils de Raïssa qu'il tenta de recentrer le régime... en installant notamment à des postes clés des hommes qui allaient finir par organiser le putsch d'août 1991. Ce fut encore elle qui, indirectement, fit obstacle à une alliance avec Eltsine : le secrétaire général n'oublia jamais, en effet, que ce dernier, en 1987, avait « manqué de respect » à son épouse. Plus tard enfin, entre septembre et décembre 1991, Gorbatchev ne se serait peut-être pas enfermé dans un tel mutisme, pas plus qu'il n'aurait omis à ce point de réagir devant les velléités d'indépendance des républiques soviétiques, qui annonçaient la désintégration de l'URSS, si Raïssa n'avait été gravement diminuée par la congestion cérébrale qui la frappa lors de la tentative de coup d'État<sup>1</sup>...

---

1. Voir dans la dernière partie le chapitre « Les heures déterminantes ».

# ELTSINE : RIVAL OU PARTENAIRE HISTORIQUE ?

Sans Gorbatchev, c'est un fait, il n'y aurait pas eu Eltsine. Les deux hommes se sont souvent affrontés. Ce fut pourtant Gorbatchev qui créa politiquement Eltsine, et Eltsine qui, en renversant le régime soviétique en 1991, conféra à l'œuvre de Gorbatchev la portée historique qu'elle n'aurait probablement pas eue si la *perestroïka* avait débouché, comme cela a failli être le cas, sur une sorte de « communisme de développement » à la chinoise.

Tout les séparait : leur parcours, leur style, leurs méthodes, leurs projets à long terme. Mais en même temps, que de parallélismes ! Ils étaient nés la même année, avaient été protégés par les mêmes hiérarques tout au long de leur carrière et avaient été nommés, l'un et l'autre, vice-rois de la région dont ils étaient originaires.

Le destin de Mikhaïl Gorbatchev était linéaire, sans accrocs : ascension, accession au Kremlin, déclin. Celui de Boris Eltsine en revanche, jalonné d'imprévus, de rebondissements inattendus, tournait sur lui-même en spirale. Sa carrière, toute d'excès, de sincérités calculées et de cohérence avec les aspirations du peuple, avait progressé à la façon d'un rouleau compresseur.

Le jeune Boris était un élève appliqué, mais son tempérament cabochard lui avait valu, à l'école déjà, de se faire remarquer. Il raconta lui-même plus tard comment, parce qu'il s'était révolté contre les méthodes sadiques de son institutrice, on lui avait refusé son diplôme de fin d'études. Il avait contesté

cette décision avec tant d'opiniâtreté qu'une enquête avait été ouverte : l'enseignante avait fini par être renvoyée, et le jeune homme avait obtenu le précieux sésame. L'anecdote est révélatrice du caractère du personnage...

En 1955, Eltsine acheva la formation qu'il avait entreprise dans la section construction de l'institut polytechnique de l'Oural, à Sverdlovsk, puis entra comme ouvrier dans une usine de production de tuyauterie lourde. Un an plus tard, il était contremaître et se trouvait en charge d'une équipe bien particulière, puisque entièrement constituée de prisonniers. Il se signala une fois de plus par sa fermeté et son courage face aux représailles physiques dont le menaçaient parfois ces singuliers manœuvres. Lorsqu'un des détenus, pour une histoire de salaire, tenta ainsi de lui fendre le crâne avec une hache, il l'empoigna sans hésiter par le col et l'expulsa sur-le-champ. Ces qualités de meneur d'hommes lui valurent également, au début des années 1960, d'accéder à la direction d'un chantier de construction d'un complexe de travaux publics.

Entre-temps, Boris Eltsine s'était inscrit au parti communiste et s'était vu confier, en 1977, l'administration de l'antenne de Sverdlovsk. C'était à ce titre qu'il avait ordonné la démolition de la maison Ipatiev, dans laquelle avaient été massacrés en 1918 le tsar Nicolas II et ses proches, qui était devenue un lieu de pèlerinage fréquenté –une profanation dont il se repentirait d'ailleurs publiquement bien plus tard...

Véritable force de la nature, doté d'un physique d'athlète<sup>1</sup>, il réchappa de quatre accidents de la route et d'un accident d'avion, y laissant tout de même le pouce et l'index de la main gauche. Une fois élu au Kremlin, il devint cependant un cas médical : toujours souffrant, mauvais malade de surcroît et rebelle aux médecins; cardiaque (il fut victime de plusieurs

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

propositions de Primakov tenaient plus « de la capitulation que du compromis », et « il encourage[ait] la stratégie de Saddam visant à affaiblir la coalition arabe contre lui en associant la crise du Koweït à la question plus large du conflit israélo-arabe ».

La CIA se montra très suspicieuse envers les « appels du pied » que l'expert soviétique adressait à l'Irak. Chevardnadze ne l'était pas moins, et fit part de ses soupçons à Baker, en privé. Primakov perdit alors son sang-froid et tourna en dérision, devant Gorbatchev, la méconnaissance du ministre des Affaires étrangères en la matière :

« Comment osez-vous, vous, avec votre diplôme de prof obtenu par correspondance, me faire la leçon sur le Moyen-Orient, la région que j'étudie depuis mon plus jeune âge !

– Evgueni, l'interrompit le chef du Kremlin, taisez-vous immédiatement !»

Chevardnadze s'était en outre senti trahi et humilié par Gorbatchev, lequel, en laissant Primakov diffuser son projet de paix, lui avait permis d'usurper son autorité ministérielle...

Cependant, la mission de Primakov à Bagdad n'eut guère de retombées. Saddam était devenu si méfiant à l'égard des intentions soviétiques qu'il n'accorda pas grand intérêt à la bouée de sauvetage que l'expert lui avait lancée. Il déclara à ses conseillers que l'avertissement de Primakov, à savoir que l'Irak s'exposerait à l'attaque d'une coalition internationale si aucun consensus n'était trouvé, n'était qu'une tentative d'intimidation de la part des Soviétiques, et il refusa de croire, jusqu'à la dernière minute, que l'offensive aérienne menée par les Américains serait suivie d'un assaut terrestre. Ses soupçons envers la politique soviétique l'incitèrent également à dédaigner des renseignements de grande importance. Juste avant l'opération « Tempête du désert », en février 1991, des images

satellites fournies par les experts militaires soviétiques aux Irakiens apportèrent la preuve que les forces de la coalition étaient sur le point de lancer une attaque. Saddam interpréta pourtant cette information comme la phase ultime d'une stratégie élaborée par les Soviétiques, avec l'aval des Américains...

En tout état de cause, le changement de ton des conservateurs fut nettement ressenti par l'opposition réformatrice. Profondément déprimé par l'influence croissante des purs et durs à Moscou, qu'il suspectait à juste titre de préparer un coup d'État, Chevardnadze, le flamboyant ministre des Affaires étrangères, démissionna, non sans renouveler publiquement son soutien à Gorbatchev. Le 20 décembre, il lâcha devant le Parlement cette formule choc, qui déclencha un tonnerre d'applaudissements :

« Je ne peux pas donner mon accord à la dictature qui arrive. Nul ne sait quelle sera cette dictature ni qui sera le dictateur... »

À la tribune, derrière lui, Mikhaïl demeura silencieux. Leurs destins semblaient pourtant inextricablement liés. Sensiblement du même âge, amis et alliés de longue date, les deux hommes possédaient aussi le même tempérament...

Trois jours plus tard, un nouveau psychodrame survint au Kremlin :

« Nous sommes plongés dans le chaos », déclara Gorbatchev.

Un député, tel un boyard de Boris Godounov, s'écria alors :

« Une main de fer ! Voil à ce qu'il nous faut ! »

Dépité, le président ne répondit mot. En privé, il répétait pathétiquement :

« Je suis un mauvais tsar; un bon tsar, c'est celui qui tue. »

Mais en public, il se voulait magnanime :

« Tout le monde sait que je ne serai pas un dictateur. Si

j'avais voulu en être un, il m'aurait suffi de garder les pouvoirs dont je disposais déjà... Tout le monde sait que les anciens chefs du parti ont joui d'un pouvoir à quoi rien au monde ne pouvait être comparé... »

---

1. Tchernomyrdine devint Premier ministre de la fédération de Russie en 1992.

2. Nikolai Ryjkov.

3. Gregori Yavlinski, un jeune économiste en vogue à l'époque, coqueluche des milieux universitaires américains, contribua à la rédaction d'un projet qui devait entrer dans l'histoire sous le nom de « programme des cinq cents jours ».

4. Cité d'après le témoignage du conseiller économique de Gorbatchev, Chataline (conversation de l'auteur avec ce dernier le 3 septembre 1990).

5. Les Moscovites se souviennent encore de cet épisode appelé « les patates en réforme ».

6. Son ancien chef de cabinet, Viatcheslav Jiline, désormais directeur adjoint de la direction du KGB, et Alexeï Iegorov qui travaillait au contre-espionnage.

7. Pavlov remplaça Ryjkov à la présidence du Conseil. Pougov évinça le modéré Vadim Bakatine du ministère de l'Intérieur. Plus surprenante encore fut la nomination de Ianaïev, un conservateur communiste, au poste qui venait d'être créé de vice-président de l'URSS.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

d'être assez fort pour déjouer les complots et continuer de franchir les obstacles qui se dressaient devant lui depuis six ans. Voil à pour la version officielle.

Mais Gorbatchev ne songeait-il pas, lui aussi, à prendre des mesures exceptionnelles ? Était-il seulement l'otage des conservateurs ou ressentait-il la nécessité d'adopter des dispositions radicales pour tenter de remettre le pays au travail et empêcher la désintégration de l'empire ? L'épouse du président ne croyait pas, quant à elle, que des gens en qui son mari avait placé toute sa confiance fussent capables de se lancer dans « une aventure telle qu'[un] putsch ». Ou bien Mikhaïl n'a-t-il pas voulu accepter ce qui se passait, estimant sans doute qu'il finirait toujours par récupérer la situation à son profit ?... En tout état de cause, à ce moment précis, Raïssa affichait une apparente sérénité.

Il était 5 heures moins dix lorsque l'ange gardien de Gorbatchev, le général Medvedev, annonça à son patron qu'un petit groupe arrivé de Moscou exigeait d'être reçu séance tenante pour un motif urgent. De nombreux véhicules munis de gyrophares et d'antennes radio, dont plusieurs Zil noires, avaient pénétré dans l'enceinte de la datcha. En plus des chauffeurs, on comptait de nombreux gardes du corps. Et les assistants de Gorbatchev furent encore plus étonnés lorsqu'ils aperçurent le chef de cabinet du président<sup>3</sup> ainsi que plusieurs militaires, dont un général.

Gorbatchev, lui aussi, fut surpris, même s'il se souvenait sans doute des mises en garde d'un de ses conseillers avant son départ, qui craignait la disparition de l'Union et une action d'éclat d'Eltsine pour libérer la Russie du Centre.

« Je n'attends personne, s'étonna le chef du Kremlin. De quoi s'agit-il ? »

Le responsable de la garde présidentielle ne comprenait pas non plus.

« Ils viennent de Moscou, expliqua-t-il, ils veulent vous parler.

– Mais pourquoi les avoir laissés entrer ?

– Parce qu'ils sont accompagnés par le chef du neuvième département du KGB, c'est le règlement.»

Quelque chose dans tout cela n'était pas clair, et le président l'avait déjà compris.

Il décrocha tour à tour les cinq téléphones de son cabinet de travail. En vain. Aucun ne fonctionnait. Le leader de la grande puissance nucléaire qu'était la Russie était coupé du monde. Le circuit intérieur était également débranché. Impossible de communiquer au sein même de la résidence.

« C'était la fin, confia Gorbatchev ultérieurement, j'étais totalement isolé.»

Ce qu'il ignorait encore cependant, c'était que le fameux téléphone rouge placé sous une cloche et « que l'on n'a même pas le droit d'épousseter », celui qui liait le chef du Kremlin au chef des armées, ne fonctionnait pas plus. Les Américains avaient en effet découvert que les tests systématiques effectués toutes les heures s'étaient brutalement interrompus. Et voilà que les putschistes étaient à la porte de la datcha présidentielle !

En un rien de temps, les hommes armés de mitraillettes prirent possession des issues principales : porte d'entrée, garage, hélicoptère où deux camions empêchaient tout décollage et atterrissage.

Gorbatchev jugea que l'affaire était sérieuse. Il décida d'en informer ses proches, et alla bien entendu en premier lieu trouver Raïssa dans sa chambre. Celle-ci comprit immédiatement que la coupure des lignes signifiait au mieux l'isolement, au pire l'arrestation, de toute façon un complot. Bien que bouleversée

par cette nouvelle, elle conserva son sang-froid et assura son époux de son soutien :

« Quoi qu'il advienne, je suis à tes côtés. »

Les émissaires des putschistes avaient quitté Moscou dans les premières heures de l'après-midi, à bord d'un Tupolev 134. Leur appareil, après avoir survolé sans encombre les petites collines boisées de Crimée, s'était posé sur une base aérienne à proximité de Sébastopol. Le chef de l'armée soviétique avait alors fait mettre un avion militaire à la disposition de la délégation, sur une base située à une trentaine de kilomètres du Kremlin.

La décision d'entrer en contact avec Gorbatchev avait été prise le dimanche matin même.

Cinq hommes avaient été chargés de faire plier le président. Celui que Mikhaïl attendait le moins pour accomplir cette perfide besogne était sans aucun doute son chef de cabinet. Homme de confiance de Gorbatchev et ami intime de Raïssa, il était l'un des deux seuls autorisés à pénétrer dans son bureau au Kremlin, à tout moment et sans rendez-vous. Fiable comme une locomotive, discipliné, vouant une admiration sans borne aux paroles venant d'en haut, il était un apparatchik typique du parti, pas un monstre, un *Homo systemus* qui incarnait ces gens du système, capables de tout, même de fomenter un putsch...

Iouri Plekhanov, sans doute le plus redoutable, avait quant à lui la réputation d'être sans pitié. Général du KGB, chef du tout-puissant neuvième directorat chargé en priorité de la protection rapprochée des dirigeants du pays, il était depuis quelque temps devenu une sorte d'homme à tout faire pour Raïssa. Les Gorbatchev n'allaient officiellement nulle part sans que la silhouette légèrement voûtée de cet homme ne surgisse en effet de l'ombre<sup>4</sup>.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

communisme soit fini, car encore un peu et il ne restait rien de tous ces immeubles, pas une pierre, pas un souvenir. Maintenant, j'espère que pour chacun de ces bâtiments il se trouvera quelqu'un pour en prendre soin, les dorloter, les soigner.

Au soir du 21 août, Gorbatchev fut libéré par les représentants d'Eltsine et l'on arrêta les instigateurs du coup d'État. Mikhaïl, hagard, rentra à Moscou. Pendant les événements, Raïssa avait été victime d'une congestion cérébrale qui avait provoqué une double hémorragie oculaire. Plutôt que de se rendre avec les antiputschistes sur la place de la Liberté, où avait été organisé un vaste meeting, il préféra demeurer au chevet de sa femme (ce qui lui a toujours été reproché depuis lors).

Dans les rues, le drapeau tricolore avait définitivement remplacé la bannière rouge.

L'agonie du régime se prolongea quatre mois, au cours desquels Gorbatchev ne vit son pouvoir s'exercer que sur une coquille vide. Il démissionna de la présidence de l'Union soviétique le 25 décembre 1991, dix-sept jours après que les dirigeants russe, ukrainien et biélorusse eurent proclamé que « l'URSS a[vait] cessé d'exister »<sup>5</sup>.

Le 23 décembre, il avait rencontré Eltsine en vue de régler la passation de pouvoir, en présence d'Alexandre Yakovlev qui avait servi en l'occurrence, selon sa formule, de « sorte de médiateur insolite pour apaiser le débat ». Plusieurs heures durant, le président déchu avait transmis à son successeur les derniers secrets de l'empire soviétique, parmi lesquels les protocoles du pacte signé entre Staline et Hitler en 1940, ainsi que les documents concernant l'assassinat par le NKVD des

officiers polonais à Katyn en 1940-1941.

Puis le nouveau « tsar » avait quitté le cabinet, arpentant les couloirs interminables du Kremlin « du pas lourd du Commandeur ». Gorbatchev était demeuré un moment étendu sur un canapé, une larme d'amertume dans les yeux, avant de refermer la porte de son bureau et d'entrer dans l'Histoire...

Après la chute de l'URSS, Raïssa continua d'accompagner son mari dans les voyages qu'il entreprenait souvent pour donner des conférences.

Bien que toujours estimés à l'étranger, les Gorbatchev n'ignoraient pas qu'en Russie l'homme de la rue leur reprochait d'avoir brisé les fausses idoles et les rêves de grandeur de tout un peuple. La fatalité finit par rattraper ce couple uni le 20 septembre 1999, lorsque Raïssa s'éteignit doucement dans les bras de son mari des suites d'une leucémie. Avant sa disparition, elle avait pu retrouver une dernière fois l'atmosphère familière du monastère Saint-Serge. Ayant posé les yeux sur le dais de bois sculpté garni d'émaux aux armes des provinces, elle avait murmuré :

« Nous avons tué le monstre totalitaire... »

Puis, le regard triste, elle avait regardé se fermer derrière elle la grande porte au fronton orné d'animaux fantastiques.

Après son décès, l'attitude des Russes envers l'ex-première dame changea. Elle apparut désormais, ainsi que l'ont écrit *les Nouvelles de Moscou*, comme « une fierté de la Russie ».

Je suis persuadé que la future Russie démocratique reconnaîtra également le rôle historique de Mikhaïl Gorbatchev. Il a sauvé de nombreuses vies et a instauré la liberté en Europe de l'Est. Pour le moment néanmoins, bien des Russes le détestent, de même qu'ils exècrent Boris Eltsine, pour le seul

motif qu'ils regrettent l'Union soviétique : non pas le communisme, mais l'empire, le vertige de la grandeur illusoire.

La question qui se pose est la suivante : le système soviétique était-il criminel, auquel cas il devait être détruit, ou était-il viable, auquel cas il commandait de réagir, comme les Chinois, par des massacres assortis d'une ouverture économique ?

La force fantastique de Gorbatchev fut aussi de jouer artistiquement du flou en alléguant aux uns et aux autres des choses contraires, d'où le parallèle que se plaisait à faire Yakovlev entre Gorbatchev et le tsar Nicolas II. C'est une assez juste comparaison, dans la mesure où il s'agit du triomphe d'une apparente faiblesse et de la victoire d'un échec. Dans tous les cas, le changement qu'il a opéré s'est plutôt achevé paisiblement, alors même qu'il aurait pu sombrer dans une véritable apocalypse, compte tenu des milliers de têtes nucléaires dont il disposait et de la tradition de violence propre à la Russie.

Gorbatchev a toujours joué sur plusieurs tableaux à la fois en pensant qu'il finirait par maîtriser la situation. Il restera dans l'histoire, car c'est l'un des premiers dirigeants de la Russie qui ne soit pas parti les pieds devant, soit par cacochymie, soit dans le sang...

Un personnage phare, aux prises avec une situation unique.

- 
1. Iouri Doubinine.
  2. Comme souvent les Russes en de telles circonstances.
  3. La police politique bolchevique.
  4. Le jardin de la galerie Tretiakov fut ainsi transformé en cimetière des effigies déboulonnées du régime soviétique.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

disposait de son réseau moscovite au sein de l'administration présidentielle, où travaillaient plusieurs anciens de Saint-Pétersbourg. Pourtant, la proposition qu'il reçut ne vint pas de ses alliés, mais de l'intendant du Kremlin, Pavel Borodine, qui lui offrit une place dans ses services. Ainsi Poutine fut-il chargé de s'occuper des affaires légales et des avois russes à l'étranger.

À cette époque s'amorçait déjà la fin du règne pitoyable d'Eltsine. Le président, qui avait été victime d'un nouvel infarctus, avait été hospitalisé et se préparait à subir une opération à cœur ouvert.

Il s'agit là de la période la plus délicate de l'ascension de Vladimir Poutine.

Comme autrefois à propos des persécutions des dissidents dans les années 1950, celui-ci répète invariablement ne pas avoir été au courant des contrats douteux qui auraient été conclus alors par ses patrons du Kremlin. Or en ce temps-là, il avait été placé à une place stratégique... Voici comment.

Le 20 juillet 1998, Poutine fut nommé « de manière impromptue » (selon son expression) au poste de directeur du FSB<sup>6</sup>, où il resta, tout le temps où il fut en fonctions, parfaitement loyal envers Boris Eltsine. En automne, quatre mois après cette affectation, le procureur général de la Russie lança une enquête pour corruption, qui impliquait plusieurs personnes de la « famille », l'entourage de Boris Eltsine. Ces recherches, menées en collaboration avec le parquet suisse, aboutirent à un gigantesque scandale à rebondissements qui marqua les derniers mois du régime du « tsar » Boris. Les investigations avaient révélé que, dans le but d'obtenir de grands chantiers immobiliers tels que la rénovation du Kremlin ou la construction de luxueuses résidences destinées aux officiels russes, la société Mabetex avait versé des pots-de-vin aux

proches du président. Le Kremlin décida de régler l'affaire en employant les grands moyens. Une « bombe » fut alors lancée à la télévision par l'intermédiaire de Poutine, qui montrait un homme « ressemblant au procureur général » en pleine action avec deux prostituées. La réputation du juge s'étant ainsi ternie, l'enquête lui fut aussitôt retirée...

Au début de l'année 1999, Poutine fut nommé secrétaire du Conseil national de sécurité, une fonction qui lui donnait autorité sur l'ensemble des ministères et des services traitant des questions stratégiques, militaires ou liées à la sécurité intérieure. Mais son destin prit un tour définitif au mois d'août, quand un millier de combattants tchéchènes envahirent le Daghestan, une petite république du Caucase, membre de la fédération de Russie. L'armée russe parvint néanmoins à repousser les envahisseurs, et Moscou déclara avoir été « attaqué par le terrorisme international ».

L'événement constitue véritablement un virage dans l'itinéraire récent du Kremlin, car la situation allait prendre un tour nettement plus dramatique. La Constitution de 1993 n'ayant donné pouvoir au président russe que pour deux mandats de quatre ans, le problème central qui se posait était le choix de l'héritier d'Eltsine (qui avait déjà été élu à ce poste en 1991 et en 1996). Les conseillers du président préconisèrent la mise en orbite d'un « jeune premier », un homme actif, compétent, de surcroît d'une loyauté entière à l'égard du clan eltsinien. Ioumachev, le futur gendre d'Eltsine, qui était également son conseiller, lui aurait à cet égard soufflé :

« Si vous avez comme adversaire un nationaliste, prenez pour successeur plus nationaliste que lui. S'il est proche du KGB, prenez quelqu'un de plus proche encore. Si enfin il est en bonne santé, prenez un jeune, en meilleure santé... »

Le portait-robot de Poutine était dressé.

Ainsi fut-il poussé en première ligne par un jeu de forces obscures, animées par ses parrains politiques. Les premiers appuis du futur président furent bien évidemment ses pairs, les gens de l'ex-KGB, qui aidèrent leur camarade à consolider son pouvoir. Ils furent bientôt relayés par les militaires. En échange de son soutien, le commandement de l'armée exigea d'être associé à la direction du pays et convint avec Poutine d'imposer une politique renouant avec la tradition néostalinienne : réarmement, reconstruction au moins partielle de l'ancienne URSS. Après des années de *perestroïka*, les services secrets et l'armée allaient de nouveau occuper une place prépondérante sur l'échiquier politique. Enfin, le successeur désigné d'Eltsine trouva dans les « boyards » de la famille eltsinienne, même s'ils ne formaient pas un groupe monolithique, son troisième cercle de protecteurs.

Au Kremlin, dans l'intervalle, un Boris Eltsine aux abois venait de changer de Premier ministre pour la seconde fois en deux mois.

Pourtant, lorsque le président, en août 1999, proposa à Poutine de lui succéder, celui-ci refusa.

« C'est un destin trop dur », objecta-t-il.

Il se laissa cependant rapidement convaincre<sup>7</sup>.

Apparut donc sur la scène politique nationale et internationale un inconnu qui, le 9 août, fut officiellement présenté comme l'héritier présomptif d'Eltsine. Poutine donna du reste à ce dernier de nouveaux gages en le protégeant des attaques politico-judiciaires qui visaient sa famille. Le « tsar » Boris exposa les motifs de son choix à la télévision :

« La chose la plus significative [chez Vladimir Poutine] est sa très grande fermeté politique.»

Et d'ajouter :

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

tracé les frontières intérieures de l'URSS à sa convenance, selon le principe « un peuple, une république ». Or, plus d'une centaine de communautés cohabitaient en Union soviétique au sein de quinze républiques, formant une véritable mosaïque de nationalités. Le Caucase en donna des exemples extrêmes. Les Arméniens du Haut-Karabakh, séparés du reste de la population arménienne disposaient, par exemple, d'une région autonome placée sous l'autorité de la république d'Azerbaïdjan. La haine réciproque qui opposait Arméniens et Azéris, bien que toujours vivace, ne se manifesta pas sous Staline. Cependant, la liberté à laquelle donna lieu la *perestroïka* permit d'exprimer toutes les rancœurs, ou presque. Une agitation croissante s'empara bientôt de la population arménienne, qui voulait à toutes fins libérer le Haut-Karabakh de la tutelle de l'Azerbaïdjan. La tension entre les deux communautés battait son plein, et de véritables pogroms furent organisés contre les Arméniens installés dans l'une des banlieues de la capitale azérie.

Le KGB n'était d'ailleurs pas étranger à ces actions : il utilisait en effet les velléités séparatistes des populations allogènes pour discréditer les réformateurs. La même année, les dirigeants du Kremlin se rendirent à l'évidence : ces questions avaient été « dramatiquement sous-estimées », ainsi que le souligna Gorbatchev. Mais en même temps, on attribua aux erreurs du passé l'escalade des crises. Le secrétaire général restait persuadé qu'il pouvait encore sauver la situation. S'il était prêt à soutenir les intérêts nationaux, il condamnait les nationalismes exacerbés et rêvait de préserver l'unité de l'empire en le transformant graduellement. Gorbatchev prônait le compromis : d'une part en respectant les traditions et les langues des républiques, par sollicitude envers ces nations; d'autre part en essayant de sauvegarder l'essentiel du pouvoir décisionnel. Cependant, les nationalistes, Baltes et Caucasiens en première

ligne, firent monter les enchères.

Comprenant qu'il était en train de perdre le contrôle, Gorbatchev tenta d'employer la manière forte. Le 7 janvier 1991, des parachutistes intervinrent dans les pays baltes. Théoriquement, ils devaient empêcher les appelés insoumis de fuir la conscription. Mais dans la nuit du 12 au 13, un groupe essentiellement composé d'agents du KGB attaqua les locaux de la télévision de Vilnius, faisant quatorze victimes. Simultanément, les conservateurs du parti local formèrent un « Comité de salut national ». En réalité, il s'agissait d'une ultime tentative pour stopper le processus d'écroulement de l'empire soviétique, d'une répétition grandeur nature des plans appliqués à l'échelle de l'Union. Mais ces actions furent vouées à l'échec. Les dirigeants des trois républiques baltes se barricadèrent dans leur Parlement respectif, sous la protection d'une foule déterminée à résister à l'assaut des troupes. Les chancelleries occidentales protestèrent. Désormais, la rupture était consommée entre le chef du Kremlin et les réformateurs, ceux-ci considérant dès lors Gorbatchev comme l'otage du KGB.

Devenu chef de l'opposition démocratique, Boris Eltsine ne mâcha pas ses mots. Le 19 février 1991, lors d'une allocution en direct à la télévision, il accusa Gorbatchev d'avoir « trompé le peuple et conduit le pays à la dictature », et réclama sa démission immédiate. Le 10 mars, il poursuivit son réquisitoire dans la rue, à l'occasion d'une manifestation qui mobilisa trois cent mille personnes scandant des slogans hostiles à Gorbatchev. Eltsine fut ovationné par la foule après qu'il eut affirmé qu'il fallait « déclarer la guerre à la direction soviétique ».

Dans ce contexte, Gorbatchev jugea opportun de faire marche arrière et prétendit ne pas avoir été informé des préparatifs de ces coups de force, sans pour autant sanctionner

les responsables.

Mais les États baltes, persistant dans leur démarche, organisèrent des « sondages d'opinion » sur la question de l'indépendance, suivis en cela par la Géorgie, qui à son tour s'émancipa. Le secrétaire général s'efforça après cela de sauver au moins une partie de l'empire, sans toutefois se faire d'illusions quant à l'évolution de la situation dans les pays baltes. Il espérait parvenir à un rétablissement du pouvoir central sur le reste du territoire, s'appuyant sur les résultats du référendum organisé par le gouvernement le 17 mars 1991, qui avait porté sur le maintien de l'« union innovée » dans neuf républiques sur les quinze qui avaient participé au vote, et où 75 % des électeurs s'y étaient montrés favorables.

Fin avril 1991, Gorbatchev réunit dans sa datcha les dirigeants des républiques concernées et proposa une déclaration commune. Les participants s'engagèrent, selon ses termes, à « faire régner l'ordre constitutionnel et enrayer la menace de catastrophe économique ». Mais le secrétaire général, volontairement équivoque, évita de préciser si cette future union serait une fédération ou une confédération. Moscou conserva donc certains pouvoirs et les républiques se virent attribuer de vastes domaines de compétence, notamment en matière économique.

L'homme de la *perestroïka* comptait sur la signature définitive de cet accord le 20 août 1991. Cependant, la veille, un putsch fut organisé par une junte qui rassemblait les principaux responsables des institutions considérées comme les piliers du système soviétique – la Défense, l'Intérieur, le KGB – avec le soutien du courant conservateur de la direction du parti. Tandis que Gorbatchev était assigné à résidence sur son lieu de villégiature, à Foros en Crimée, les chars entrèrent dans

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

## **4. Le souffle de la liberté**

LA STRATÉGIE DE LA *PERESTROÏKA*

MON ROMAN DE LA *PERESTROÏKA*

LES TÊTES TOMBENT

GORBIMANIE.

〔CHERNOBYL OU LA LEÇON DE VÉRITÉ

## **5. L'implosion de l'empire soviétique**

LA RUPTURE

GORBATCHEV TERGIVERSE.

L'EMPIRE S'ÉCROULE

LA CHUTE DU MUR DE BERLIN OU LE FATUM

## **6. La contre-offensive des conservateurs**

LA VENGEANCE

LE MYSTÈRE RAÏSSA

GORBATCHEV ET FREUD

ELTSINE : RIVAL OU PARTENAIRE HISTORIQUE ?

L'ANNÉE CHARNIÈRE

MA VIE PREND UN TOURNANT.

LA VILLÉGIATURE FATIDIQUE

LA DESTITUTION DE GORBATCHEV

## **7. Vers une ère nouvelle ?**

LES HEURES DÉTERMINANTES

LE DÉSENCHANTEMENT

# **Annexe**

D'UN EMPIRE À L'AUTRE, QUELQUES REPÈRES.

CHRONOLOGIE

BIBLIOGRAPHIE

Pour consulter le catalogue des  
Editions du Rocher et  
se renseigner sur les prochaines publications,  
allez sur notre site :

[www.editionsdurocher.fr](http://www.editionsdurocher.fr)



Achévé d'imprimer en octobre 2013  
sur les presses de la Nouvelle Imprimerie Laballery  
58500 Clamecy  
Dépôt légal : octobre 2013  
Numéro d'impression : 310055

*Imprimé en France*

La Nouvelle Imprimerie Laballery est titulaire de la marque Imprim'Vert®